

Élus du personnel
Groupe Crédit Mutuel Arkéa
1, rue Louis Lichou
29480 Le Relecq-Kerhuon

Madame Muriel Pénicaud
Ministère du Travail
Hôtel du Châtelet
127 rue de Grenelle
75007 Paris

Le mardi 27 mars 2018

Objet : *sollicitation d'un rendez-vous des élus du personnel Arkéa*

Madame la Ministre,

Nous, signataires de cette lettre, en tant que salariés élus du personnel du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, souhaitons vous alerter des risques qui menacent nos emplois.

Dans le conflit actuel – dont vous avez certainement connaissance – qui oppose le groupe Crédit Mutuel Arkéa à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, il se dit que les syndicalistes sont opposés à la sortie d'Arkéa de la CNCM.

Nous nous inscrivons en faux et tâchons de rétablir la vérité : nous soutenons fermement le projet « Indépendance pour Arkéa » car nous avons la conviction qu'il est le seul garant de la pérennité de nos emplois, dans une entreprise qui innove et qui se développe.

Nous ne sommes pas dupes de la volonté centralisatrice, dite parfois d'unification, de la CNCM. Une telle perspective révélerait des doublons d'activité (les filiales, la grande majorité des services centraux – informatiques financiers et administratifs – et même des agences) et conduirait, à court terme, à des optimisations se traduisant par la suppression de milliers d'emplois au sein d'Arkéa, et des centaines d'autres indirects (prestataires,...) générés par les activités du Groupe en régions.

Il suffit de se référer à ce qui est advenu dans les fédérations du Crédit Mutuel qui ont déjà été intégrées ; elles dépendent toutes du système informatique Euro-Information du Groupe CM11-CIC détenteur de la majorité décisionnelle à la CNCM.

Par ailleurs, nous interprétons les actes belliqueux des dirigeants de la CNCM et du CM11-CIC à l'encontre du Groupe Crédit Mutuel Arkéa (événements au Crédit Mutuel du Massif Central depuis l'été dernier, procédure de sanctions à l'encontre de nos dirigeants, entraves à des projets de croissance externes...) comme autant de preuves du bien fondé de notre choix.

Nous sollicitons un rendez-vous auprès de vos services, idéalement le jeudi 5 avril prochain, à l'occasion de notre venue sur Paris pour participer au grand rassemblement « Indépendance pour Arkéa ».

Par avance nous vous remercions, Madame la Ministre, de l'attention que vous voudrez bien prêter à notre demande.

Les signataires :

Stéphane Berlaud, Suravenir Assurances, élu DUP
Anne-Sophie Berthou, siège Arkéa, secrétaire CE siège, élue CCE, sans étiquette syndicale
Gildas Bescond, siège Arkéa, élu CE et CCE, secrétaire adjoint syndicat ASISA
Damien Bonne, Financo, élue DUP et CHSCT, CFDT
Catherine Bouley, Financo, élue CE, CFDT
Stéphanie Briand, Financo, élue CE et DUP syndicat UNSA Financo
Sandy Duchene, Financo, membre CE et DUP, UNSA Financo
Didier Gamberoni, Financo, élu CE, Trésorier, CFDT
Audrey Gemehl, siège Arkéa, DP, CFDT
Fabrice Grivot, Financo, secrétaire CE et DUP, CFDT
Nathalie Guillaume, siège Arkéa, trésorière CE siège, sans étiquette syndicale
Alain Kerdreux, siège Arkéa, secrétaire Penn Ar Bed, CFDT
Betty Kinne, Leasecom, élue DUP, sans étiquette syndicale
Sébastien Lamy, Financo, Délégué Syndical CFDT, élu CE et Responsable Syndical DUP
Christophe Le Berre, siège Arkéa, élu IDP HSCT et CE CFDT et trésorier Penn Ar Bed
Loetitia Lefebvre, Financo, élue DUP et CHSCT, UNSA Financo
Pascal Le Her, Financo, élu CE et DUP , CFDT
Gwénaelle Le Jeune, Financo, élue CE, syndicat UNSA Financo
Carole Lescop, Financo, élue CE et DUP , CFDT
Jérôme Mosneron Dupin, siège Arkéa, élu IDP-HSCT
Alexandre Paloyan, Financo, élu CE, UNSA Financo
Véronique Petithomme, siège Arkéa, élue IDP HSCT, syndicat ASISA
Anne-Gaëlle Philippot, Financo, élue CE, secrétaire DUP, syndicat UNSA Financo
Aude Philippot, Financo, élue CE, secrétaire adjointe, CFDT
Marie-Laure Quétier, siège Arkéa, élue IDP-HSCT, secrétaire syndicat ASISA
Chantal Roignant, Financo, élue DUP, CFDT